

Dettes de l'Etat : Profits pour les capitalistes Désastre pour les travailleurs !

La crise n'existe pas ! Ce que l'on désigne comme tel n'est rien d'autre qu'une intensification du pillage des richesses par ceux qui en détiennent déjà le plus : les capitalistes. Banquiers, patrons et gros actionnaires mettent aujourd'hui l'immense majorité de la population en faillite. Afin d'accroître leurs profits et leur puissance, ils font tout pour réduire les salaires, les effectifs dans les entreprises, leurs impôts, les services publics et la protection sociale, soutenus par l'Etat et les gouvernants, de droite comme de gauche.

Ce sont les capitalistes qui ont créé la dette

Après avoir acculé à la ruine les peuples des pays du Sud, les capitalistes mettent à sac l'Europe, et l'Amérique du Nord. La dette, ce sont eux qui l'ont fabriquée en substituant une économie financière et spéculative à une économie productive, en organisant la fuite massive des capitaux, en fraudant le fisc et en obtenant des Etats à leur botte des exonérations fiscales et sociales astronomiques. Ce hold-up permanent est possible grâce au soutien sans faille des Etats qui ne cessent de durcir les conditions d'existence des travailleurs et travailleuses, des sans logis, des sans emplois et des sans papiers qui payent les politiques d'austérité.

En France comme ailleurs, l'Etat et les gouvernants agissent pour satisfaire les objectifs du grand capital et accroître les profits des capitalistes. Ils nous mentent quand ils expliquent que la dette est une fatalité, que tout le monde en est responsable et que les travailleurs doivent la payer. Le plan d'austérité annoncé le 24 août par le tandem

Sarkozy-Fillon s'inscrit dans cette logique. Cette dette des Etats n'est pas la nôtre. Les Islandaises et les Islandais ont donné l'exemple en signifiant à leurs gouvernants qu'ils ne payeront pas. Le peuple argentin a imposé à son gouvernement d'y renoncer définitivement. Les Grecs et les Espagnols ont fait de même en faisant éclater leur colère dans la rue, occupant les places de leur pays et multipliant les grèves.

Refusons de payer leur crise

Nous devons nous aussi refuser de la payer et nous organiser pour faire échec à leurs plans d'austérité. Nous indigner ne suffira pas. Nos gouvernants n'ont que faire de notre indignation. A chaque fois qu'elle se manifeste, ils passent en force et préparent le plan d'austérité suivant. Cinq organisations syndicales appellent à une journée d'action le 11 octobre. Il faut en faire une véritable journée de grève interprofessionnelle public-privé pour signifier un refus massif de payer la dette du capital accumulée sur le dos des travailleurs et revendiquer des augmentations collectives de

salaires, la semaine de 32 h avec embauche correspondante, le blocage des expulsions de locataires et l'accès gratuit de tous et toutes à la santé.

Contre l'Etat et le capital : grève générale

Cette journée devra être le premier acte d'une mobilisation d'ensemble visant à mettre à genoux les capitalistes et leurs serviteurs par la grève générale. Nous devons y porter des revendications de rupture : blocage des dividendes, réquisition des logements vides et droit de veto des travailleurs sur les licenciements.

Mobilisons-nous contre les capitalistes et l'Etat, uniques responsables de cette dette. Refusons de payer leur crise. Par l'auto-organisation, donnons-nous les moyens de satisfaire nos revendications et de construire une alternative à ce système capitaliste de plus en plus mortifère et criminel.



Le mensuel
disponible
en kiosque

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

09 septembre 2011